

Publi? le: 16-02-2010



**Andren Kovatchev, eurod?put? : le Trait? de Lisbonne et la d?mocratie europ?enne.**

**Par Tatiana Obretenova, Radio Bulgarie.**

Le Trait? de Lisbonne, qui est entr? en vigueur au 1 d?cembre 2009, accorde plus de pr?rogatives au Parlement europ?en, qui est la seule institution europ?enne a ktre ?lue par les citoyens des pays membres. Est-ce assez ?

□ □□□□  
□□□□□ □□□□□□ □□□□□□  
□□□□□□□  
□□□□□□ □□□□□□ □□□□□□  
□□□□ □□□□□□□□  
□□□□□

□□□□ □□□□□□□□

Le sujet ?tait parmi les questions de la conf?rence internationale qui s'roule fin janvier a Sofia sur le th?me ["Europe en 2020 - Visions citoyennes"](#). Des organisations non gouvernementales bulgares et ?trang?res, des chercheurs d'universit?s et des d?put?s europ?ens ont balay? toute la probl?matique li?e a l'avenir de l'Europe et a ce que sera sa projection en 2020.

Andren Kovatchev, eurod?put? du Parti Populaire Europ?en et membre de la Commission pour les relations ext?rieures, explique :

« Cela fait beaucoup de temps que le d?bat sur le manque de d?mocratie, et sur la l?gitimit? du Conseil de l'UE et de la Commission europ?enne existe entre les pays membres. La raison en est qu'ils ne sont pas ?lus par les citoyens europ?ens. En ce sens, le Trait? de Lisbonne est un premier compromis sur la hausse du niveau de d?mocratie des institutions europ?ennes, et sur l'impl?mentation de politiques plus transparentes et plus proches de la population. Cela est rendu en possible en partie avec l'introduction d'initiatives europ?ennes des citoyens. Ils peuvent demander que la Commission europ?enne prennent en compte leur avis s'ils

---

rassemblent un million de signatures issus d&rsquo;au moins 9 pays diff&rsquo;rents. Cela rend le parlement plus important, aussi. C&rsquo;est pour cette raison que j&rsquo;estime que le Trait&rsquo; de Lisbonne est un bon premier pas vers la d&rsquo;mocratisation de l&rsquo;Europe, et vers la participation des citoyens a la formulation des politiques europ&rsquo;ennes. »

Andren Kovatchev pense aussi que le d&rsquo;bat sur l&rsquo;identit&rsquo; europ&rsquo;enne et l&rsquo;identit&rsquo; nationale fait rage dans tous les pays membres. « J&rsquo;aimerais bien voir ce d&rsquo;bat prendre le devant de la scene en Bulgarie », affirmet-t-il. En ce qui concerne l&rsquo;interp&rsquo;n&rsquo;tration de plus en plus &rsquo;troite des pr&rsquo;rogatives des parlements nationaux avec celles du Parlement europ&rsquo;en dans le cadre du d&rsquo;veloppement europ&rsquo;en jusqu&rsquo;en 2020, Kovatchev est certain que le r&rsquo;le des parlements nationaux ne fera que cro&rsquo;tre davantage. « Il est tr&rsquo;s important que les parlements nationaux aient la possibilit&rsquo; d&rsquo;influer sur les d&rsquo;cisiones prises par Bruxelles, ce qui est garanti par le principe de subsidiarit&rsquo;. Toute d&rsquo;cision qui peut &rsquo;tre prise de f&rsquo;acon plus efficace au niveau national, r&rsquo;gional ou local, doit &rsquo;tre prise a ce niveau », explique Kovatchev, avant d&rsquo;ajouter :

« C&rsquo;est la m&rsquo;me chose en Bulgarie. Une d&rsquo;cision peut &rsquo;tre prise de f&rsquo;acon plus efficace et plus rapide a la municipalit&rsquo;, et non pas au niveau r&rsquo;gional ou gouvernemental. L&rsquo;UE devrait de m&rsquo;me laisser les parlements nationaux prendre les d&rsquo;cisiones qui peuvent &rsquo;tre prises de f&rsquo;acon plus efficace a ce niveau. Je donne toujours en exemple la directive europ&rsquo;enne sur l&rsquo;itin&rsquo;rance. Il &rsquo;tait plus efficace de prendre cette d&rsquo;cision au niveau europ&rsquo;en, avec une seule directive pour r&rsquo;guler les tarifs de l&rsquo;itin&rsquo;rance a travers l&rsquo;UE, plut&rsquo;t que de laisser les parlements nationaux en d&rsquo;cidier. »



□□□□ □□□□□□□□

**Version franzaise : Damian Vod&rsquo;nitcharov.**

Cette [initiative](#) s&rsquo;inscrit dans le projet [&bdquo;Nous agissons avec le Parlement Europ&rsquo;een&rdquo;](#), r&rsquo;alis&rsquo; par l&rsquo;Institut europ&rsquo;en, le Portail Europe et le Centre de modernisation des politiques, avec le soutien financier de la Direction g&rsquo;n&rsquo;rale &bdquo;Communication&rdquo; du Parlement europ&rsquo;en. Radio Bulgarie internationale est le m&rsquo;dia partenaire a ce projet.